



**BERNARD
CARAYON**

Le président de la Fondation Prometheus*, appelle l'Europe à se doter de moyens pour lutter à armes égales avec la concurrence internationale.

Pour un patriotisme économique européen

Les partisans de la « mondialisation heureuse » se sont réjouis des propos du président Obama : dans son discours récent sur l'état de l'Union, il promet un accord de libre-échange avec l'Europe. Au menu, les OGM, le bœuf aux hormones ? Pas seulement ! Les concours financiers qui ont contribué au succès d'Airbus, les droits à la propriété intellectuelle, l'exception culturelle européenne dans l'audiovisuel et le cinéma seront en balance avec des sujets où les Américains ne feront aucune concession : le « buy American act », qui, depuis 80 ans, réserve aux entreprises américaines les marchandises destinées à un usage public ; le contrôle de l'exportation des technologies sensibles ; les législations spécifiques des États fédérés.

Le moment est bien choisi alors que l'Europe est économiquement à genoux, durablement divisée et soumise à une guerre économique. Les États-Unis, par leurs subventions officielles ou maquillées, protègent astucieusement leurs secteurs stratégiques afin de conserver leur « suprématie », selon l'expression peu libérale qu'utilisa Clinton. La Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, à l'abri de règles protectionnistes, développent leurs champions nationaux, rattrapent leur retard, au prix, parfois, de pillages technologiques, conquièrent de nouveaux marchés. Tous s'affranchissent des règles du libre-échange fixées par l'OMC, quand les Européens s'efforcent d'être les meilleurs élèves de la classe :

par irénisme, dogmatisme, paresse intellectuelle ou fatalisme.

Les faits sont accablants : la Commission européenne n'a toujours pas intégré la dimension stratégique de certains secteurs industriels (comme l'énergie), en privilégiant systématiquement le consommateur au producteur, la lutte contre l'inflation à la croissance, l'ouverture des frontières, sans réciprocité, sur notre indépendance. L'hétérogénéité politique, fiscale et sociale de nos pays freine une approche unie des questions environnementales, diplomatiques ou commerciales. Le choix du plus petit dénominateur commun nous paralyse ;

Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne interdit la création de « champions européens »

les exemples sont légion : guerres en Irak, en Libye et au Mali, reconnaissance du Kosovo, réforme de la PAC. L'Union sacrée ne s'exprime qu'à l'occasion de crises majeures pour sauver la Grèce et la zone euro, le plus souvent d'ailleurs à l'initiative de la France ou de l'Allemagne.

Les grands marchés publics eux-mêmes, quand ce ne sont pas nos propres entrepreneurs, ne privilégient pas l'industrie et les PME européennes : 80 % des investissements du CAC 40 sont réalisés dans les pays émergés ; Bruxelles n'a jamais incité nos cabinets d'avocat, d'audit, de courtage d'assurance et de certification, autant

de métiers stratégiques, à former des champions à dimension mondiale. Comme le soulignait Paul Valéry dès 1927 : « L'Europe aspire visiblement à être gouvernée par une commission américaine. » Si l'Europe veut renouer avec l'idée de puissance et de croissance, elle doit affirmer un patriotisme économique.

L'expression est taboue pour les naïfs ou les ultralibéraux, qui la confondent avec le nationalisme ou le protectionnisme : « Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. »

Le patriotisme économique, national ou européen, n'est jamais que la défense de ses intérêts dans le respect de la réciprocité ! Entre la fermeture illusoire des frontières et la constitution de champions industriels à socle européen et dimension mondiale, il y a la différence entre le malthusianisme et l'ambition collective !

L'Europe n'érigera jamais de murs à ses frontières : mais elle doit à celles-ci installer des filtres, soumettant ses importations à des normes éthiques, sanitaires, sociales et environnementales. Qui pourrait lui contester le souci de défendre un modèle reconnu dans le monde entier alors qu'elle pèse 50 % du PIB mondial et 35 % des échanges ! L'Europe est forte et ne le sait pas.

Les élections européennes sont l'occasion de réviser, avec le soutien des peuples, la politique de la concurrence afin de préserver

notre modèle social et nos indépendances. Elle s'appuie principalement sur les articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui interdisent la création de « champions européens » : le modèle Airbus est aujourd'hui inenvisageable dans les domaines du ferroviaire, de l'énergie ou de la pharmacie, alors que nos entreprises affrontent des géants, soutenus par des commandes publiques nationales, des aides à l'export considérables, des monnaies sous-évaluées. Si l'on ne donne pas aux industriels européens le moyen de lutter à armes égales, ils mourront, entraînant, dans le chômage, les consommateurs européens tant cajolés par la Commission.

L'Europe doit aussi réduire ses dépendances, en adoptant une stratégie collective sur sa fourniture en métaux rares, en principes actifs pharmaceutiques et en technologies de l'information, trois domaines dans lesquels elle a, jusqu'à présent, renoncé à « voir le mal » chez ses concurrents dont les oligopoles écrasent nos entreprises et soumettent nos consommateurs à leurs prix.

Le patriotisme économique européen n'a pas pour seuls socles les pouvoirs publics et les industriels. Il doit mobiliser les consommateurs à travers un « made in Europe », rassurant et mobilisateur sur le plan sanitaire et social, autour d'une idée simple à comprendre : l'Europe-puissance est la garantie de notre sécurité et de notre prospérité.

* L'Avocat à la cour, ancien député (UMP)

FIGARO
12-04-13